

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/PSI/WP/W/16

6 mars 1998

(98-0903)

---

Groupe de travail de l'inspection  
avant expédition

Original: anglais

## COMMUNICATION DE LA SUISSE

La Mission permanente de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 2 mars 1998.

Afin de faciliter le travail du Groupe de travail de l'inspection avant expédition en 1998, nous avons le plaisir de vous communiquer ci-joint un projet d'accord type d'inspection avant expédition, dont nous avons envisagé l'élaboration dans notre communication du 31 juillet 1997 (G/PSI/WP/W/9). Ce projet est fondé sur l'Accord sur l'IAE et prend en compte plusieurs recommandations figurant dans le rapport final du Groupe de travail de l'année dernière.

### Accord type d'inspection avant expédition

#### Proposition de la Suisse

##### 1. Dispositions générales

- 1.1 Le présent accord est conclu entre (le *Gouvernement*) ... et (la *société d'IAE*) (dénommés ci-après les "parties contractantes") conformément aux principes et obligations énoncés dans l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition (dénommé ci-après l'"Accord sur l'IAE (OMC)").
- 1.2 Il entrera en vigueur au bout de 60 jours, afin de ménager un délai suffisant pour informer les exportateurs et les importateurs.
- 1.3 (La *société d'IAE*) respectera les lois, réglementations ou prescriptions applicables (du *gouvernement*), conformément aux dispositions de l'Accord sur l'IAE (OMC).
- 1.4 Dans le cadre de la mise en oeuvre du présent accord, (le *gouvernement*) appliquera les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'IAE (OMC).
- 1.5 (La *société d'IAE*) s'engage à mener les activités d'inspection avant expédition conformément aux dispositions de l'Accord sur l'IAE (OMC).

2. Portée de l'inspection

2.1 Les activités d'IAE menées par (la *société d'IAE*) peuvent comprendre les services ci-après:

- a) inspections de la qualité et de la quantité, conformément aux normes pertinentes;
- b) vérification des prix, y compris la fourniture de conseils techniques à des fins d'évaluation en douane, conformément à l'article 2:20 de l'Accord sur l'IAE (OMC);
- c) classification douanière.

3. Lieu de l'inspection

3.1 Toutes les activités d'inspection avant expédition, y compris la délivrance d'un accusé de bien-trouvé ou d'un avis de non-délivrance, seront menées sur le territoire douanier à partir duquel les marchandises sont exportées ou, si l'inspection ne peut pas être effectuée sur ce territoire douanier étant donné la nature complexe des produits en question, ou si les deux parties en conviennent, sur le territoire douanier où les marchandises sont fabriquées.

4. Transparence/renseignements

4.1 (La *société d'IAE*) fournira aux exportateurs, d'une manière commode, tous les renseignements nécessaires visés au paragraphe 6 de l'article 2 de l'Accord sur l'IAE (OMC), ainsi qu'une indication des lois ou réglementations nouvelles ou modifiées en rapport avec les activités d'inspection avant expédition que (le *gouvernement*) lui a communiqués.

4.2 (Le *gouvernement*) s'engage à fournir à (la *société d'IAE*) toutes les lois, réglementations et prescriptions relatives à l'IAE 60 jours avant le lancement du programme en la matière. Par ailleurs, il informera immédiatement (la *Société d'IAE*) de toutes les modifications qui y seront apportées.

5. Confidentialité

5.1 (La *société d'IAE*) traitera tous les renseignements reçus au cours de l'inspection avant expédition comme des renseignements commerciaux confidentiels dans la mesure où ces renseignements ne sont pas déjà publiés, généralement accessibles à des tiers, ou du domaine public. Elle ne divulguera pas de renseignements commerciaux confidentiels à des tiers.

5.2 En application de cette disposition, (la *société d'IAE*) prendra des mesures de sécurité appropriées en ce qui concerne ses bureaux et ses employés.

5.3 Nonobstant le paragraphe 1, (la *société d'IAE*) pourra partager des renseignements commerciaux confidentiels avec (le *gouvernement*), mais uniquement dans la mesure où de tels renseignements sont habituellement requis pour les lettres de crédit ou autres formes de paiement, à des fins douanières, pour l'octroi de licences d'importation ou pour le contrôle des changes.

5.4 (La *société d'IAE*) ne demandera pas aux exportateurs de fournir des renseignements sur les éléments ci-après:

- i) données de fabrication concernant des procédés brevetés, faisant l'objet de licences ou non divulgués, ou des procédés pour lesquels une demande de brevet a été déposée;

- ii) données techniques non publiées autres que les données nécessaires pour prouver la conformité aux règlements techniques ou aux normes;
- iii) fixation des prix intérieurs, y compris les coûts de fabrication;
- iv) niveaux des bénéfices;
- v) modalités des contrats entre les exportateurs et leurs fournisseurs, à moins qu'il ne soit pas possible autrement pour (la *société d'IAE*) d'effectuer l'inspection en question. Dans de tels cas, (la *société d'IAE*) ne demandera que les renseignements nécessaires à cette fin.

## 6. Conflits d'intérêt

- 6.1 (La *société d'IAE*) confirme qu'elle applique des procédures visant à éviter les conflits d'intérêt, comme le prévoit l'article 2:14 de l'Accord sur l'IAE (OMC). Elle informera (le *gouvernement*) de ces procédures internes et de toutes les modifications qui y seront apportées.

## 7. Avis techniques concernant les principes d'évaluation en douane

- 7.1 La vérification des prix par (la *société d'IAE*) à des fins douanières se limitera à la fourniture d'avis techniques visant à faciliter la détermination de la valeur en douane par (le *gouvernement*).
- 7.2 Lorsqu'elle évaluera la valeur à des fins douanières, (la *Société d'IAE*) n'exigera pas du vendeur qu'il modifie le prix indiqué sur la facture commerciale à des fins de paiement.
- 7.3 Lorsqu'elle fournira un avis technique sur l'évaluation en douane, (la *société d'IAE*) utilisera la méthode d'évaluation en douane notifiée par (le *gouvernement*) à l'OMC. Elle informera les exportateurs de la méthode appliquée.
- 7.4 (Le *gouvernement*) encourage (la *société d'IAE*) à utiliser des moyens électroniques pour fournir les renseignements requis aux exportateurs et aux importateurs.

## 8. Normes

- 8.1 Les inspections de la quantité et de la qualité seront effectuées conformément aux normes définies par le vendeur et l'acheteur dans le contrat d'achat ou, en l'absence de telles normes, conformément aux normes et à la pratique internationales pertinentes.

## 9. Procédures de recours et d'examen indépendant

- 9.1 En cas de différend entre un exportateur et (la *société d'IAE*), les parties aux différends appliqueront les procédures énoncées à l'article 2:21 (Procédures de recours) et à l'article 4 (Procédures d'examen indépendant) de l'Accord sur l'IAE (OMC).
- 9.2 (La *société d'IAE*) établira des procédures lui permettant de recevoir et d'examiner des plaintes des exportateurs et de prendre des décisions à leur sujet, et mettra à la disposition des exportateurs des renseignements sur ces procédures conformément aux dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'article 2 de l'Accord sur l'IAE (OMC). Les procédures seront élaborées et appliquées conformément aux directives énoncées aux paragraphes 3 à 6 ci-après.

- 9.3 (La *société d'IAE*) désignera un ou plusieurs agents qui seront disponibles, pendant les heures de bureau normales, dans chaque ville ou port dans lesquels elle a un bureau administratif d'inspection avant expédition pour recevoir et examiner avec compréhension les recours ou plaintes des exportateurs et rendre des décisions à leur sujet; ces plaintes ou ces recours devraient être présentés conformément aux procédures énoncées aux paragraphes 4 et 5 ci-après.
- 9.4 Plaintes déposées auprès de (la *société d'IAE*):
- i) En premier lieu, les exportateurs souhaitant déposer une plainte en rapport avec des activités d'inspection avant expédition devraient être invités à prendre contact avec le chef de service compétent de (la *société d'IAE*) et à lui fournir des renseignements sur l'affaire.
  - ii) (La *société d'IAE*) procédera à une enquête dans les moindres délais.
  - iii) Si l'exportateur n'est pas satisfait de la réponse de (la *société d'IAE*), il pourra former un recours conformément aux procédures énoncées au paragraphe 5 ci-après.
- 9.5 Recours formés auprès de (la *société d'IAE*):
- i) les exportateurs ayant exprimé des doléances au sujet d'activités d'inspection avant expédition, auxquelles il n'aura pas été répondu lors des consultations avec le chef du service compétent de (la *société d'IAE*), pourront former un recours auprès de la direction de (la *société d'IAE*).
  - ii) le membre de la direction de (la *société d'IAE*) désigné devrait procéder à une enquête concernant le différend et répondre à l'exportateur, normalement dans un délai de deux jours ouvrables à compter de la réception de la demande de recours, soit a) en lui exposant les résultats du recours, soit b) en l'informant qu'une enquête plus poussée est nécessaire, dont le résultat lui sera communiqué dès que possible.
- 9.6 Des renseignements détaillés concernant la procédure visée aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus seront mis à la disposition des exportateurs par (la *société d'IAE*).
-